

Le monde universitaire belge s'inquiète pour la liberté académique

Dossier réalisé par Bosco d'Otreppe

- Les universitaires ont-ils la possibilité de mener des recherches quand et comme ils le souhaitent ?
- L'ULB organise un colloque ce mardi sur cette question.
- En Belgique, la réponse s'annonce nuancée.

Mine de rien, tout le monde en parle encore. La sortie en mai dernier du secrétaire d'État Theo Francken (N-VA) à l'encontre des recteurs qui demandaient la naturalisation de la famille de Mawda a bel et bien frappé les esprits. Alors que ces recteurs avaient écrit une lettre au gouvernement, le nationaliste les avait menacés d'un énigmatique "retour de boomerang" s'ils participaient "à un petit jeu politique sur les dossiers de migration". "Oui, ça a choqué, souligne aujourd'hui Jean-Paul Lambert, le recteur honoraire de l'université Saint-Louis à Bruxelles. Cela faisait bien longtemps que le monde académique n'avait pas été menacé de la sorte par le politique."

Pour autant, le tweet de Theo Francken était-il une exception, ou témoignait-il de nouvelles menaces? "Il n'y a aucun danger imminent, nuance l'ancien recteur, mais nous devons rester vigilants."

À son tour, un colloque organisé ces lundi et mardi à l'ULB tente d'y répondre. Avec pour titre "La liberté académique en danger", il s'attache à cette question au niveau international, tout en évoquant la Belgique. Et son regard pourrait être nuancé.

1 Des États étrangers investissent auprès des universités belges

"On ne peut pas dire que la liberté académique soit directement menacée par le pouvoir politique belge,

"À Bruxelles, il y a deux instituts Confucius financés par la Chine. Et cela pose beaucoup de questions."

Vanessa Frangville
Professeur à l'ULB

clarifie d'emblée Judith le Maire, vice-rectrice aux relations internationales de l'ULB. *Mais ce n'est pas le cas dans tous les États."*

"Notre but sera de faire le point sur la liberté académique dans des pays comme la Turquie, la Hongrie, la Chine ou la Russie, là où elle est en danger, note à son tour Vanessa Frangville, sinologue à l'ULB. Nous essayerons de mettre des stratégies en commun pour voir comment travailler face à de telles situations. Mais nous ne nous désintéressons pas de la Belgique."

Vanessa Frangville ne vise pas non plus le monde politique, mais elle pointe dans le pays l'existence de chaires ou d'instituts totalement ou partiellement financés par des États étrangers. "À Bruxelles, à l'ULB et à la VUB, il y a deux instituts Confucius financés par la Chine. Et cela pose beaucoup de questions. Si les autorités académiques sont vigilantes, et s'il n'y a pas eu aujourd'hui de réels problèmes, cela nous interroge sur le principe, et sur le risque de ne plus pouvoir travailler tout à fait librement sur la Chine. Toutes les études en la matière ne

sont pas confiées à l'Institut qui existe depuis 2016 à l'ULB, mais certains sujets sont tabous en son sein. Je pense aux cas du Tibet, de la liberté religieuse ou des Ouighours." Au total, selon la chercheuse, cet investissement de Pékin au sein du monde académique belge s'élèverait, par institut, à 120 000 euros en moyenne par an et au financement de deux ou trois professeurs chinois. Mais si cette pratique n'est pas nouvelle, elle pourrait se reproduire et illustre surtout la dépendance importante des uni-

versités vis-à-vis d'entreprises, de mécènes ou d'investisseurs étrangers.

2 La dépendance envers le secteur privé s'accroît

Face à un définancement qu'elles subissent depuis vingt ans (LLB du 5/12), les autorités académiques et les équipes de chercheurs recourent de plus en plus massivement aux financements extérieurs. C'est une question de survie pour toutes les universités. En octobre 2016 par exemple, la volonté de la société McKinsey de nouer des partenariats avec l'ULB avait créé la polémique. Mais ici aussi, il est raisonnable de nuancer: le monde académique est globalement vigilant. *"Ce n'est pas parce que Belgacom a financé une partie de la construction d'un bâtiment sur le campus Solbosch que notre département Technologie de l'information et de la communication a formé des gens spécifiquement adaptés aux besoins de Belgacom. Il faut raison garder"*, expliquait, à l'époque dans *La Libre*, le porte-parole de l'ULB.

Bien. Mais si la menace n'est pas directe, elle se montre davantage *"pernicieuse"*, précise Jean-Paul Lambert. Et à plusieurs égards.

Inévitablement, le secteur privé attend souvent un retour sur investissements, notent plusieurs professeurs. Cela accroît l'importance de la recherche appliquée (qui vise à trouver une solution à un problème prédéfini), au détriment de la recherche fondamentale. Cette dernière, si elle est le *"terreau"* des innovations futures, se donne pour première finalité la compréhension de phénomènes. Progressivement, c'est donc une vision particu-

lière de la recherche, tendue vers l'innovation et l'exploitation du réel, qui se généralise au détriment d'une science soucieuse de découvrir prudemment *"l'essence secrète du monde"*, comme la définissait l'essayiste allemand Günther Anders.

"Les financements issus du privé ne sont pas mauvais en soi, analyse Laura Rizzerio, professeure de philosophie à l'université de Namur. Tout dépend du contexte. Mais je pense que dans le contexte de définancement actuel, leur importance croissante met à mal la liberté académique. Seront favorisées les recherches qui vont rapporter à court terme. Progressivement, les concepts de performance et d'excellence sont corrélés à la dimension utilitariste de la recherche. Si l'on veut être financé, il est plus difficile qu'auparavant de se lancer dans une recherche risquée, longue, dont on ne discerne d'emblée ni l'issue ni le résultat."

Notons qu'en Belgique, le Fonds pour la recherche scientifique (FNRS) finance la recherche fondamentale. Mais il souffre lui aussi d'un sous-financement. Faute de budgets, il doit refuser 80% des projets, alors que 60% de ceux-ci sont qualifiés *"d'exceptionnels ou d'excellents"*.

3 Un métier qui n'offre plus la possibilité de se tromper

Ces risques d'une trop importante dépendance vis-à-vis du privé sont amplifiés par l'évolution du métier. On peine à l'imaginer, mais les académiques sont soumis à une pression croissante. Les rankings internationaux qui classent les universités et les chercheurs s'élaborent souvent au regard de leur productivité et du nombre de publications et de citations dans des revues reconnues. Cela engage à produire,

rédigier, publier à un rythme soutenu. *"On peut critiquer ces rankings, mais obtenir un bon classement est devenu indispensable à une université pour avoir une chance de nouer des partenariats avec des consœurs bien classées, constate Jean-Paul Lambert qui tient à souligner la vigilance des recteurs belges pour ne pas formater leur politique aux seuls critères des rankings. De même, l'évolution d'une carrière personnelle est marquée par la bibliométrie, c'est-à-dire le nombre de citations obtenues. Il s'agit d'une donnée facile à quantifier, et donc malheureusement plus utilisée que la capacité pédagogique à enseigner par exemple."*

"C'est pour cela aussi que l'on engage nos recherches davantage dans des secteurs à la mode, qui nous assurent des publications parce qu'ils répondent aux préoccupations du moment", explique un académique. *"Et dans des recherches susceptibles d'offrir rapidement des résultats, ajoute l'ancien recteur de*

Saint-Louis. Or, la possibilité de prendre du temps et même de se tromper est indispensable à la qualité et à la liberté académique."

4 La difficulté de résister à l'air du temps

Tout n'est pas noir, la liberté et la qualité académique sont encore réelles en Belgique où les universités se distinguent par la recherche d'un équilibre entre les pressions du système et les valeurs du métier. Néanmoins, les observateurs notent une *"convergence de menaces"* qui produit déjà des effets en ter-

mes de standardisation des profils, des méthodes et des carrières. *"Nous avons plus de difficultés à avoir des candidats pour des postes de gestion, comme ceux de doyens, car ces postes, qui prennent du temps, ne permettent pas de s'investir dans la recherche. Ils sont dangereux pour un CV, explique Judith le Maire. De même, nous nous engageons en faveur de la publication libre des recherches afin de sortir des griffes des grands éditeurs qui détiennent les revues scientifiques et imposent leurs critères."*

Il y a un an, dans la revue belge *Imagine*, l'essayiste Emmanuel Todd décrivait le monde universitaire comme peuplé de gens qui *"se croient supérieurs aux autres"*. *"Mais, poursuivait-il, c'est une illusion*

collective. Ils sont en réalité inaptes à la compréhension du monde, en raison même de leur processus de sélection. Le système universitaire exige un tel conformisme féroce, autoritaire, que ce ne sont fatalement pas les esprits les plus éveillés qui triomphent."

À titre personnel, Laura Rizzerio ne sera pas si sévère, mais bien aussi inquiète. *"Attention, nuance-t-elle, les dérives idéologiques liées aux critères de performance et d'utilité dans le court terme ne sont pas propres aux universi-*

tés: elles caractérisent notre époque dans son ensemble. Elles empêchent néanmoins le monde académique de s'ériger en contre-pouvoir et de penser le bien commun. Du coup, l'air du temps s'infiltré un peu partout. L'uniformité entre toutes nos universités qui présentent globalement la même vision anthropologique, ou la même conception de l'économie, en est sans doute un exemple."

"Les dérives liées aux critères de performance et d'utilité empêchent le monde académique de s'ériger en contre-pouvoir."

Laura Rizzerio
Professeure à l'UNamur